La reproduction idéologique

Odile Camus

▶ **To cite this version:**

Odile Camus. La reproduction idéologique. Alexandre Dorna & José Manuel Sabucedo. Études et chantiers de psychologie politique, L'Harmattan, pp.127-144, 2006, 2-296-01403-8. hal-02527140

HAL Id: hal-02527140
https://normandie-univ.hal.science/hal-02527140

Submitted on 1 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La reproduction idéologique

Odile Camus – Université de Rouen

On ne peut pas dire qu'ils furent esclaves
De là à dire qu'ils ont vécu
Lorsque l'on part aussi vaincu
C'est dur de sortir de l'enclave
Et pourtant l'espoir fleurissait
Dans les rêves qui montaient aux yeux
De quelques ceux qui refusaient
De ramper jusqu'à la vieillesse
Oui not' bon Maître oui not' Monsieur
Pourquoi ont-ils tué Jaurès ?
Pourquoi ont-ils tué Jaurès ?
Jacques Brel – *Jaurès* – 1977 – Barclay

Introduction

Il est aujourd'hui devenu trivial de constater que l'avènement des démocraties libérales ne s'est pas accompagné de l'émergence du Citoyen guidé par les Lumières de la Raison : sujet autodéterminé, impliqué dans la construction de la société, de l'histoire, et dont les conduites seraient motivées par l'adhésion lucide à des valeurs collectivement affirmées, le citoyen paraît une aimable fiction, que seule une méconnaissance profonde des conduites humaines et de leurs déterminismes entretiendrait. D'ailleurs le désinvestissement, pour ne pas dire l'apathie, à l'égard du politique, s'est considérablement accru depuis une trentaine d'années[1]. L'engagement idéologique est en effet *a priori* difficilement compatible avec l'individualisme, pilier de l'idéologie libérale. La "liberté", totem de tant de luttes que la mémoire collective a érigées en fondations des démocraties modernes, semble définitivement garantie par un système social qui en réaffirme constamment la valeur. En fait, ce sont plus précisément "les libertés individuelles" que l'idéologie libérale met en exergue, au point de vider de toute substance signifiante l'idée même de "société libre", de "liberté sociale". Or, "l'assimilation parfaitement prématurée de la liberté individuelle et de la liberté sociale (…) aboutit à une désertion de l'univers politique, le seul pourtant dans lequel on puisse conquérir la liberté" (Marcuse, 1972:71).

Dans ce contexte idéologique, les rapports de pouvoir, occultés dans leur substrat institutionnel, sont perçus en tant que relations interpersonnelles ; et les positions dissymétriques des acteurs qui y sont impliqués trouvent une forme inédite de légitimation, qui prend appui sur la croyance en la "nature psychologique" de chacun. Ce dont rend compte l'analyse de la reproduction idéologique, c'est précisément des mécanismes socio-cognitifs par

[1] D'aucuns, aux Etats-Unis notamment, prétendent y voir un signe de vitalité démocratique (ce serait en quelque sorte un assentiment passif à l'égard de pouvoirs plus compétents que soi pour juger des affaires publiques). Une telle lecture provient probablement d'une confusion entre démocratie et libéralisme.

lesquels l'exercice d'un pouvoir, non investi d'une autorité morale et n'usant pas de moyens coercitifs, parvient à se perpétuer. Cet objet relève certes de l'étude plus générale des idéologies, mais il suppose que soit conféré un statut spécifique à l'idéologie dominante – dans le présent contexte, le libéralisme. Ainsi, l'idéologie libérale fournit un cadre interprétatif légitimant la hiérarchie sociale, hiérarchie telle que se détermine dans les sociétés organisées sur la base d'une économie capitaliste. Car "le capitalisme n'a pas besoin d'esclaves. Il a besoin d'individus qui, à la limite, s'auto-alièrent. Comme le pensait Diderot, il a besoin d'esclaves qui se croient citoyens" (Enriquez & Haroche, 2002:104). Or, les mécanismes qui font de l'affirmation de liberté la formule générique de la "servitude libérale" (Beauvois, 1994) sont l'objet d'investigations expérimentales depuis plus de 20 ans en psychologie sociale. Comme on le verra, l'apport de ces travaux ne peut être négligé. En même temps, leur relecture dans le cadre d'une psychologie politique conduit à interroger les options épistémologiques qui les sous-tendent.

1. Les effets idéologiques d'un exercice libéral du pouvoir

Il serait inexact de dire que la reproduction idéologique constitue un domaine clairement identifié de la psychologie sociale. Il s'agit plutôt d'un cadre théorique issu de la relecture intégrative d'un ensemble de travaux. Une "théorie cognitive de la reproduction idéologique", d'après Beauvois, aurait pour objet les "processus cognitifs que l'on peut décrire au niveau individuel qui ont comme effet social de produire les croyances, méconnaissances ou représentations garantissant la maintenance et la reproduction des structures sociales" (1984:201). Cette théorie pourrait prendre appui sur l'articulation entre psychosociologie de la rationalisation (Beauvois & Joule, 1981), d'une part, et analyse des conduites sociales d'évaluation (initiée par Beauvois, 1976), d'autre part. La rationalisation est le processus par lequel les idéologies s'ajustent *a posteriori* aux comportements. Quant aux conduites sociales d'évaluation, elles rendent compte de la prééminence, dans l'explication commune des comportements et des événements, d'un modèle normatif : le modèle personnologiste, sous-bassement idéologique du processus de rationalisation.

1.1. La rationalisation

La thèse fondamentale de la psychosociologie de la rationalisation, issue d'une interprétation radicale de la théorie de la dissonance cognitive (Festinger, 1957) complétée des apports de la théorie de l'engagement (Kiesler, 1971), thèse qui a été largement éprouvée depuis, peut être résumée comme suit : la production d'un comportement dont la détermination relève de

pressions externes, indépendantes des motivations de l'acteur de ce comportement, modifie *a posteriori* ses cognitions, et en particulier ses attitudes. Ainsi les croyances, les valeurs, en un mot les contenus idéologiques, loin de motiver les actions, en seraient au contraire, dans certaines conditions, la résultante.

Le paradigme expérimental classiquement utilisé est celui de la soumission forcée : des sujets expérimentaux sont amenés, suite à une requête de l'expérimentateur, à faire quelque chose qu'ils n'auraient pas fait spontanément[2] : manger des sauterelles grillées, recopier des pages de l'annuaire téléphonique, se priver de tabac pendant 3 jours pour des sujets fumeurs, ou encore écrire un argumentaire en faveur d'une augmentation des droits d'inscription à l'université, ou de la répression policière sur le campus, pour des sujets étudiants. Or, à l'issue de l'acceptation de la requête, on observe une modification des attitudes dans le sens de l'acte demandé : les sauterelles sont jugées plus appétissantes que dans une condition témoin, la recopie de l'annuaire plus intéressante, l'attitude à l'égard de la répression policière est plus positive, etc… Une condition est néanmoins nécessaire pour obtenir cet effet de rationalisation : la requête doit être assortie d'une déclaration de liberté ("Bien entendu, vous êtes libres d'accepter ou non de participer à cette recherche").

Cela dit, que cette déclaration ait été formulée ou non, le pourcentage de refus est invariablement très faible. Les gens auraient une forte propension à se soumettre, c'est-à-dire à accepter de faire ce qu'on leur demande[3], apparemment sans consulter, au moment de la décision comportementale, leurs propres convictions, leurs valeurs, leurs sentiments, bref : leur "conscience", même si ce terme ne saurait qu'accidentellement se rencontrer dans la littérature relative à ce paradigme - car ces travaux confortent indéniablement la pertinence d'une lecture béhavioriste des phénomènes humains, suivant laquelle la conscience est un épiphénomène qui ne saurait déterminer quoi que ce soit (*Cf.* Piéron, 1908). Ainsi, contrairement aux théories psychologiques du sens commun qui voudraient que les causes des comportements soient internes, liées à quelque disposition propre de la personne, ce cadre de lecture met au contraire l'accent sur les déterminations externes, tant des comportements que des auto-attributions censées les expliquer.

---

[2] On parle de "soumission librement consentie" lorsque c'est l'engagement qui est manipulé. L'engagement, à la différence de la dissonance cognitive, est généré par une émission comportementale qui n'entre pas *a priori* en contradiction avec les attitudes initiales du sujet. Pour une revue de questions récente, voir Guéguen 2002. Notons que le terme de soumission est utilisé dans ce contexte pour désigner tout comportement dont l'émission n'est pas spontanée, mais fait suite à une requête. Un tel usage terminologique, faute de justifications théoriques satisfaisantes, pourrait paraître abusif.

[3] même si, bien évidemment, le statut du demandeur n'est pas anodin.

Or, cette propension à agir indépendamment de toute évaluation de ses propres actes est précisément caractéristique de l'état agentique que décrivait Milgram pour rendre compte des dispositions particulières d'un sujet face à une autorité : "N'étant pas issue de ses propres motivations, l'action ne se réfléchit plus sur son image personnelle et par conséquent, sa conception ne saurait lui être imputée. Il arrive fréquemment que l'individu se rende compte que ce qui est exigé de lui entre en contradiction totale avec ce qu'il souhaiterait faire. Même lorsqu'il accomplit l'action, il ne voit pas de rapport entre elle et lui" (1974:183sq.) Et c'est précisément sur le rapport entre cognitions et comportements que joue la déclaration de liberté : si l'on obtient des gens les mêmes comportements avec un pouvoir autocratique (opérationnalisé dans les expériences de Milgram) qu'avec un pouvoir libéral (opérationnalisé *via* la fameuse déclaration de liberté), en revanche, les effets cognitifs de l'un ou l'autre mode d'exercice du pouvoir sont radicalement différents : seul un pouvoir libéral peut conduire à cette reconstruction *a posteriori* d'un lien entre cognitions et comportements. Le sujet attribue alors une valeur à un comportement qu'il considère comme le sien propre, puisqu'il l'a librement accepté. La recette du pouvoir libéral, c'est finalement d'"amener les gens à faire librement ce qu'ils doivent faire" (Joule & Beauvois 1998) ; car, pour maintenir sa légitimité et donc perdurer, il doit être occulté en tant que pouvoir – et la soumission en tant que soumission. En somme, l'analyse marcusienne trouve ici sa validation empirique : "la démocratie consolide la domination plus fermement que l'absolutisme" (1964:7).

1.2. Le modèle humain de l'individualisme libéral

L'exercice libéral du pouvoir a un corrélat idéologique, fondement du processus de rationalisation : c'est la "psychologie libérale" (Beauvois, 1994), c'est-à-dire la "psychologie quotidienne" (Beauvois, 1984) qui se manifeste notamment au cours de l'explication des conduites (les siennes propres comme celles d'autrui), activité mise en œuvre spontanément par tout un chacun, mais aussi dans des situations plus formelles d'évaluation d'autrui (entreprises, travail social, école…). Et au cours de cette activité, c'est le registre lexical des traits de personnalité qui est le plus accessible. Le concept de personnalité, qu'il s'agisse du concept usuel, commun, ou de celui d'une psychologie institutionnalisée (laquelle d'ailleurs le définit explicitement dans la continuité du sens commun), serait ainsi le noyau structurant la psychologie libérale. En effet il facilite l'établissement de liens entre l'individu et ses comportements, en ce qu'il est construit sur le postulat, empiriquement non fondé[4], d'une consistance comportementale intra-individuelle. De plus, l'étendue du lexique

[4] Voir notamment Beauvois 1984.

personnologique et son organisation interne (réseaux d'interconnexions : les "théories implicites de la personnalité") permettent de se former une impression d'autrui sans avoir à mobiliser d'importantes ressources cognitives. La personnalité en effet est censée référer à ce qu'est la personne, et c'est cela même, ce qui est conçu comme l'identité profonde, la nature psychologique, qui serait, pour la pensée commune, la cause fondamentale de la plupart de nos comportements. En même temps, chacun est ainsi amené à se percevoir, à se définir, sur la base de ce qui le différencierait d'autrui. L'individualisme libéral, sous cet angle, se définit donc comme modèle humain, c'est-à-dire comme représentation normative de la nature humaine. Beauvois en propose un portrait sous la forme de prescriptions : "vois en toi-même et dans ta personnalité l'origine de ce que tu fais et de ce qui t'arrive… essaye, à travers les significations de tes comportements, de reconnaître cette réalité qu'est toi-même au cœur des situations dans lesquelles tu te trouves… efforce-toi de ne partager cette réalité avec nul autre… et apprends à bien distinguer cette réalité de celle d'autrui… essaye aussi souvent que tu le peux de faire reluire cette réalité dans tes relations interpersonnelles, etc…" (1994:100sq.). Ce modèle offre un répertoire de significations, que la psychologie libérale incite à confondre avec les déterminations des comportements : "La signification du comportement s'ancre ainsi dans ces théories partagées que nous prenons volontiers comme donnant des déterminations mais qui de fait proposent surtout des justifications, des voies possibles de rationalisation, bref de quoi construire la signification ou la valeur d'un comportement" (*ibid.*:31). Et – nous y reviendrons – les significations, en tant que "production sociale de connaissance", relèvent de l'idéologie.

2. La naturalisation, principe idéologique de la reproduction sociale.

2.1. Reproduction idéologique et reproduction sociale.

En quoi le modèle personnologiste est-il au centre de la reproduction ? La reproduction sociale, c'est la "reproduction de la structure des rapports de force entre les classes" (Bourdieu & Passeron, 1970:26). Le point de vue psycho-social, comme on l'a exposé, s'est plutôt focalisé sur la légitimation de l'exercice du pouvoir, en tant que fonction implicite de l'idéologie dominante. La question de la domination, laquelle réfère aux relations entre catégories sociales, et, plus largement, à la hiérarchisation de la société, peut en être considérée comme le versant sociologique. Ainsi pour Bourdieu et Passeron, l'état du rapport de force entre classes sociales est tel qu'il ne permet plus aux classes dominantes "d'invoquer le fait brut et brutal de la domination comme principe de légitimation de leur domination" (*op.cit.*:29). La dimension idéologique de la domination en devient alors partie intégrante,

comme l'illustre par exemple cette définition que propose Dufour : "la domination sociopolitique, c'est aussi bien l'ensemble des moyens par lesquels certains groupes d'individus exercent une emprise économique, politique et/ou culturelle sur d'autres groupes, que l'ensemble des moyens par lesquels ces groupes dominants dissimulent leurs intérêts particuliers en tentant de les faire passer pour des intérêts universels" (2003:231). Aucune articulation entre approche sociologique ou philosophique et approche psycho-sociale n'a, à ma connaissance, été proposée[5] - même si Beauvois explicite à l'occasion que "l'idéologie dominante est pour l'essentiel celle des dominants" (1984:122). Et pourtant, l'analyse sociologique et l'analyse psycho-sociale conduisent l'une et l'autre à mettre en exergue, au fondement de la légitimation idéologique, le processus de naturalisation. Ce processus en effet peut se décrire tant au niveau intra-individuel (fonctionnement socio-cognitif) qu'au niveau institutionnel (fonction de certaines pratiques sociales, par exemple celles qui sont relayées par l'institution scolaire). Il désigne la transformation d'un arbitraire social en nécessité naturelle – et tout particulièrement : liée à la "nature psychologique" des gens. D'ailleurs, bien avant de faire l'objet d'investigations scientifiques, ce processus avait déjà été intuitivement appréhendé par certains philosophes marxistes comme Nizan : le peuple "crut ce que la bourgeoisie désirait justement lui faire croire : que le pouvoir temporel de la bourgeoisie était véritablement garanti, mérité en esprit par la valeur spirituelle de ses penseurs. Que les plus dignes de le commander commandaient. Que ce commandement était légitimé par la possession de valeurs qui lui étaient interdites, à cause de l'infériorité de sa nature physique, de sa nature naturelle, et non de sa situation sociale" (1932:80). La naturalisation peut d'ailleurs tout aussi bien être illustrée par les propos récents d'un ministre libéral : "Ceux qui gagnent beaucoup d'argent le méritent : ils apportent à la nation une valeur supérieure à ceux qui gagnent moins"[6].

2.2. La perspective psycho-sociale de Beauvois.

Pour Beauvois, la naturalisation est à la base de toute conduite d'évaluation des personnes, institutionnalisée ou non. En effet ce qui est objectivement évalué, c'est l'utilité sociale des conduites de la personne, lesquelles peuvent être plus ou moins conformes aux attentes normatives, elles-mêmes fonction des caractéristiques de l'environnement social dans lequel elles sont observées. Or le produit de l'évaluation, c'est un ensemble de traits de personnalité, soit : une soi-disant description de la nature psychologique de l'évalué, censée

[5] exception faite, dans une certaine mesure, des travaux de Gangloff. Voir par exemple Gangloff 2000.
[6] M. Francis Mer, le 15 septembre 2003 sur France 2.

expliquer ses conduites, indépendamment de toute prise en compte de leur contexte d'émergence. La fonction de reproduction idéologique de l'évaluation tient à ce que celle-ci fait de l'environnement un "absolu non problématique" (Beauvois, 1976). Et, de manière générale, le trait de personnalité "résulte d'un codage de la valeur (ou de l'utilité) des conduites (…). Le système de représentations personnologiques est lui-même, globalement, structuré par la valeur" (Beauvois, 1984:192). Les utilités impliquées par le fonctionnement social apparaissent ainsi "comme des nécessités psychologiques liées à la nature des gens (…). La fonction reproductrice de la psychologie quotidienne tient pour l'essentiel à ses effets de naturalisation et à leur corollaire : l'incapacité dans laquelle elle met le sujet à appréhender l'arbitraire social et *a fortiori* le possible social" (*ibid.*).

C'est sur cette base théorique que peuvent se lire les travaux relatifs à la norme d'internalité, montrant que la surestimation du poids des causes internes dans l'explication des conduites et des événements, de soi comme d'autrui, loin d'être une caractéristique psychologique différentielle, relève en fait d'une norme sociale (voir Dubois, 1987, 1994). Bref, il est socialement valorisé d'attribuer conduites et événements aux dispositions internes de l'acteur, plutôt qu'à des facteurs externes (le hasard, l'action d'autrui, les déterminismes sociaux). Là encore, le concept de naturalisation rend compte de la fonction idéologique de l'internalité : se focaliser sur les caractéristiques de la personne a pour corrélat l'occultation des déterminismes situationnels – et, en premier lieu, de l'arbitraire social.

2.3. La perspective sociologique de Bourdieu.

La perspective sociologique quant à elle met directement l'accent sur la transformation d'attributs sociologiquement déterminés en dispositions naturelles – en particulier chez Bourdieu, le rapport au langage, et plus largement aux objets culturels. Ainsi ce rapport cultivé qui prime sur la culture elle-même, et que l'Ecole exige sans le transmettre (*Cf.* le "culte scolaire du rapport non scolaire à la culture", Bourdieu & Passeron, *op.cit.*:164), qui est le propre des classes dominantes, paraît naturel, alors qu'il est déterminé par la familiarisation précoce – donc : par l'habitus d'origine, qui seul peut conférer l'"aisance", c'est-à-dire cet "effet d'imposition que réalisent, par leur existence même, ceux qui n'ont qu'à être ce qu'ils sont pour être ce qu'il faut être" (Bourdieu, 1979:286). La disposition esthétique notamment, est l'"expression distinctive" par excellence d'une position sociale privilégiée. Et sa valeur, c'est-à-dire sa légitimité à fonder une position sociale dominante, repose sur sa perception en tant que disposition naturelle. L'idéologie du don, du goût naturel, issue de l'"idéologie aristocratique de la naissance" (Bourdieu & Passeron, *op.cit*:242), côtoie cependant

"l'idéologie petite-bourgeoise de l'ascèse laborieuse" (*ibid.*) – idéologie du mérite, nécessaire à la légitimation morale de la précédente.

2.4. La représentation de la hiérarchie sociale.

Qu'elles réfèrent aux dispositions innées (la "personnalité") ou au "mérite", les explications internes, comme on l'a vu, sont socialement valorisées. L'internalité est d'ailleurs un "mode de pensée statistiquement associé, dans nos démocraties libérales, à la valeur sociale, voire à la valeur tout simplement *économique*" (Beauvois, 1994:54). Du point de vue d'une psychologie politique, c'est le rapport de l'individu à la société, notamment en ce qu'il met en cause la représentation de la hiérarchie sociale, qui est interrogé ici. Ainsi, suite notamment à l'évolution socio-économique des années 1950-80 et à la moyennisation du salariat, l'obsolescence de la notion de classe sociale a pu être largement soulignée. La précarisation qui a suivi ne l'a pas pour autant réhabilitée, puisqu'à la "lutte des classes" s'est substituée la "fracture sociale". La principale ligne de division de la société s'est donc déplacée – entre "inclus" et "exclus", contribuant à la perte de visibilité des classes et notamment, des classes dominantes. Or, s'il est une catégorie sociale dans laquelle la conscience de classe perdure sans équivoque, c'est précisément, d'après Pinçon et Pinçon-Charlot (1996), la grande bourgeoisie – qui, pour exister réellement, ne doit surtout pas se déclarer comme classe, tout en s'affirmant comme telle. Car l'idéologie libérale n'est compatible avec la réalité objective de la hiérarchie sociale qu'à la condition que celle-ci soit subjectivement le produit des différences inter-individuelles.

Cette lecture psychologiste de la hiérarchie sociale n'a pas pour autant évincé tout sociologisme. En témoigne par exemple l'affirmation des "droits des minorités" – c'est-à-dire de groupes identifiés comme dominés. Mais ces groupes sont circonscrits sur la base de critères de genre, ou ethniques, ou bien religieux, ou encore relatifs aux pratiques sexuelles, etc…, et non pas sur des critères socio-économiques – et le cas échéant, la position socio-économique de leurs membres est conçue comme la résultante de cette appartenance initiale. Les déterminismes socio-économiques ne sont pas pour autant, à strictement parler, ignorés – et la vulgarisation d'une certaine sociologie n'a pas été sans incidence. Mais en matière de jugement social, la naturalisation reste la règle. Ainsi, si l'impression d'autrui est fortement déterminée par les stéréotypes catégoriels, cette détermination n'est manifeste qu'à condition que le sujet juge croit avoir été exposé à des informations individualisantes sur la cible jugée (*Cf.* le modèle de la jugeabilité sociale, Yzerbit & Schadron 1996). La personnalité notamment est traitée comme information pertinente, censée donc permettre jugements et

prédictions, tandis que les informations catégorielles, quand bien même leur pouvoir prédictif serait reconnu (comme par exemple chez les enseignants), ne sont pas considérées comme source légitime d'information pour fonder un jugement. C'est la norme de non stéréotypage qui, comme le souligne Delahaye (2003), repose sur une confusion entre registres éthique et épistémique – comme si le fait de prendre délibérément en compte la moindre probabilité qu'a un enfant de "milieu défavorisé" de devenir polytechnicien ou énarque que délinquant, risquait de fonder une éventuelle discrimination à son égard. Cette confusion caractérise d'ailleurs, précisément, la connaissance idéologique[7].

3. Idéologies et idéologie dominante.

3.1. L'idéologie comme mode de savoir

La diversité des définitions de l'idéologie, les nombreux questionnements qui surgissent à la moindre tentative de conceptualisation, son inextricable complexité, sont manifestés de façon récurrente dans la littérature. Il semble néanmoins consensuel de présenter l'idéologie comme système de représentations, et dont la fonction est orientée vers l'action plutôt que vers la connaissance. La confrontation entre science et idéologie est dès lors incontournable. Sur ce point est largement admise la nécessité, dans les travaux contemporains, de dépasser une certaine lecture dichotomique qui définirait l'idéologie comme vision du monde erronée et dont la science aurait à mettre en évidence les illusions.

Car l'idéologie constitue bien un mode de savoir, une "posture cognitive spécifique", pour reprendre les termes de Deconchy (2000:118), distincte de la "rationalité scientifique" en ce qu'elle ne vise pas l'exactitude. De la même manière, Beauvois distingue connaissance évaluative, c'est-à-dire connaissance des "utilités sociales" et dont relève pour l'essentiel la personnologie (voir par exemple Beauvois 1995), et connaissance descriptive. Cette dernière suppose un "rapport social délibéré d'observation" (1994:82), lequel n'est qu'accidentellement adapté aux contraintes liées aux rapports sociaux dans lesquels nous sommes quotidiennement plongés. La première en revanche, la "cognition idéologique", est précisément générée par ces contraintes.

Il n'y a pas pour autant, à strictement parler, de psychologie sociale de l'idéologie – quand cet objet est peut-être au fondement même de la psychologie sociale, si tant est qu'elle prétende rendre compte de "(l'outillage mental) au moyen duquel le système (que le chercheur étudie) se pense lui-même" (Deconchy 1989:170). L'étude scientifique de l'idéologie serait ainsi

[7] Dumont par exemple met l'accent, pour définir le discours idéologique, sur la conciliation entre fait et valeur (1974:113sq.).

focalisée non sur des contenus idéologiques inévitablement particuliers, mais sur le fonctionnement socio-cognitif qui la définirait en propre. Système d'"auto-explication" et d'"auto-légitimation" (*ibid.*:169), l'idéologie serait donc par essence reproductrice. Ainsi pour Beauvois, "l'analyse idéologique d'un fonctionnement social consiste, pour un psychologue social, à détecter les significations qu'il propose aux lieux et places de certaines déterminations" (1994:34). Et la psychologie sociale de la rationalisation relève incontestablement d'une telle analyse. Mais elle ne fonde pas pour autant une psychologie sociale de l'idéologie, idéologie qui d'ailleurs n'y est pas véritablement définie[8]. Les phénomènes pris pour objet dans ce cadre sont essentiellement les conduites, l'idéologie n'étant finalement considérée qu'en tant que produit de ces conduites – et la théorie de la rationalisation se veut effectivement "théorie de l'accompagnement idéologique des conduites" (Beauvois & Joule 1981:156). Le libéralisme lui-même n'est pas théorisé en tant qu'idéologie, mais en tant que modalité d'exercice du pouvoir (voir notamment Dubois 1994).

3.2. L'idéologie dominante comme épistémo-idéologie

Quel statut convient-il alors de donner à ce mécanisme, *a priori* fondamental, de substitution des significations aux déterminations que pointe Beauvois ? Caractérise-t-il la connaissance idéologique en général, ou spécifiquement la connaissance idéologique que produit le pouvoir libéral ? Le cas échéant, est-ce le libéralisme en particulier qui serait ainsi caractérisé, ou bien toute idéologie devenue dominante ? La confrontation entre l'idéologie libérale telle qu'elle se dessine *via* les mécanismes socio-cognitifs mis en évidence par la psychologie sociale expérimentale, et les idéologies telles que conceptualisées dans certaines analyses sociologiques, peut être éclairante. Par exemple pour Dumont, pour qui l'idéologie est "mode d'affirmation historique du sujet" (1974:53), "conscience historique" (p.120), la construction de signification est bien au centre du processus idéologique. Les idéologies en effet "constituent une herméneutique, devenue pratique collective, du texte social" (p.152). Ainsi les pratiques idéologiques visent à "poser le sens comme un horizon où la société devient un objet perçu (…)" (p.120). Or du point de vue socio-cognitif, l'idéologie dominante, loin de fonder une improbable conscience historique, inhibe, on l'a vu, tout questionnement de l'arbitraire social *via* la transformation de celui-ci en nécessité naturelle. Cet "objectivisme social" (Camus 2002a:7sq., 2003a), associé au modèle humain personnologiste, remet en cause les possibilités même de représentation et de l'histoire, et du social en tant que tel, la

[8] même si à l'occasion quelques éléments de définition sont proposés, par exemple : "évaluations quotidiennes que font les acteurs sociaux des objets essentiels de leur environnement", Beauvois & Joule 1981:17.

société étant finalement perçue comme l'inéluctable résultante d'effets pervers de stratégies individuelles. De plus, à la différence des idéologies minoritaires, la reproduction de l'idéologie dominante est assurée par des vecteurs passifs, qui s'ignorent en tant que tels – et qui adhèrent au libéralisme au sens d'adhérence et non pas d'adhésion[9]. On est loin ici de cette "vérité engagée" autant qu'"engageante" que décrit Ansart, pour qui l'"idéologie politique est précisément ce discours original, ce discours socialement vivant et efficace qui surmonte la distance de la connaissance et de la morale et vise ainsi à donner au groupe les moyens de son action et de sa réconciliation avec son être" (1977:207). En même temps la question du rapport entre connaissance et action, entre nécessité et morale, est particulièrement pertinente relativement au libéralisme. En matière de gouvernement par exemple, prévaut une "morale réaliste" (*Cf.* Camus 2002a:2sq.) qui prétend déduire les principes de l'action politique de cette donnée naturelle et nécessaire que serait la réalité sociale. Ce serait donc un mode spécifique de réduction de la distance entre connaissance et morale qui pourrait bien caractériser l'idéologie dominante, conduisant à l'absorption de la seconde par la première – et réduisant, par conséquent, la politique à la gestion. C'est ainsi que l'ordre cognitif libéral fait apparaître les normes et valeurs qu'il promeut comme procédant de la nécessité, s'inscrivant de la sorte dans cette logique, constitutive des idéologies, que décrit Deconchy, logique qui "les accule à un travail cognitif qui transformera la contingence de leur apparition historique et la singularité de leur emprise locale et temporaire en nécessité logique", et "dont le dernier avatar sera de se présenter et de se faire reconnaître comme nécessité historique" (1999:119).

L'idéologie dominante est donc bien une idéologie, mais dans sa forme achevée ; une idéologie qui s'ignore, plutôt qu'elle ne se nie, en tant que telle. Tandis que "chaque idéologie s'offre à la polémique" et que, "laissant entrevoir sa genèse, elle se donne comme relative à ceux qui la promeuvent" (Dumont *op.cit.*:65), l'idéologie dominante, en cela sans doute plus proche du mythe, se donne comme cadre naturel de perception et d'explication des événements, et fonde finalement la conceptualisation commune du réel dans les démocraties libérales. Il s'agit donc plutôt d'une épistémo-idéologie (Camus 2003a, 2003b). Il existe certes une idéologie libérale à strictement parler, incarnée par exemple dans le paysage politique français par Alain Madelin. Mais le modèle humain au cœur de la reproduction est transversal à la pluralité des idéologies telle qu'elle apparaît dans les différentes formations politiques. Ce en quoi il relève bien plutôt de l'épistémo-idéologie libérale (EIL).

Ce qui apparaît, du point de vue socio-cognitif, comme épistémo-idéologie, peut être décrit, du point de vue sociologique, comme "surcode" ou "suridéologie", c'est-à-dire ce "système de

[9] distinction proposée par Joule & Beauvois 1998, à propos de l'engagement.

logique sociale" à laquelle participent toutes les idéologies concurrentes dans le "capitalisme pluraliste", et que "(les compétiteurs) ne peuvent surmonter dans la phase historique où ils sont placés" (Ansart *op.cit.*:179sq.). Et, comme le souligne Dumont, "tant que règne (…) une seule définition de la situation, c'est comme s'il n'y avait pas d'idéologie" (*op.cit.*:9). Ainsi la prétendue fin des idéologies est bien plutôt la fin du politique, amenée par l'hégémonie d'une seule idéologie qui ne se légitime pas tant dans l'ordre éthique, où s'affirme au contraire le relativisme, que dans l'ordre épistémique. Ce qu'on appelle alors le changement social est en fait adaptation des individus au social existant. Parce qu'elle est parvenue à faire de la reproduction sociale le produit de la nécessité, l'EIL a tout simplement rendu impensable la révolution[10].

4. Position d'une psychologie politique de l'idéologie

4.1. Paradoxes et ambiguïtés de l'approche objectiviste de l'idéologie.

La distinction entre deux modes de connaissance : la science, et l'idéologie (*Cf.* § 3.1), est condition de possibilité d'un discours non idéologique sur l'idéologie. Elle fonde le positionnement épistémologique de toute approche scientifique naturaliste ou objectiviste – telle celle de la psychologie sociale expérimentale. En même temps, comme le remarque Deconchy, "lors même que la psychologie sociale n'a pas (…) de *projet idéologique*, elle ne peut pas être *idéologiquement inerte*" (1989:159) - notamment, "le caractère définitif, absolu, nécessaire que les idéologues travaillent à donner à leur discours et à leur propre analyse cognitive ne peut lui apparaître que tendanciel, contingent et conjoncturel" (p.173) – *a fortiori*, évidemment, lorsque c'est de l'EIL dont il est question. La pertinence de cette distinction entre neutralité et inertie idéologiques est d'autant plus grande qu'elle conduit à interroger l'inscription socio-historique de la pratique scientifique elle-même, inscription qu'il ne s'agit en rien, pour les tenants de cette approche, de nier. Cela étant, la focalisation sur des processus fondamentaux, laquelle caractérise l'approche objectiviste, s'accompagne de la non prise en compte de la dimension historique des phénomènes étudiés. Il en résulte quelques ambiguïtés quant aux conditions d'émergence des processus mis en évidence, ambiguïtés d'autant plus problématiques que les processus en question visent précisément à transformer de la contingence en nécessité. Ainsi, tout en montrant comment l'environnement social se construit dans la tête des gens en tant que nécessité naturelle, la psychologie sociale de la

[10] Voir par exemple comment la "Nouvelle Gauche" née des mouvements de 1968 a paradoxalement inhibé la radicalité critique (Marcuse, *op.cit.*). Ou encore, comment la contestation sociale telle qu'elle s'est manifestée en France en décembre 1995, représente finalement un "rouage significatif" du capitalisme mondialisé (Gauchet 2000).

reproduction idéologique ne considère elle-même, dans l'ordre des déterminants, que le social existant. L'action humaine, pour ne rien dire d'un hypothétique sujet de l'histoire, n'interviennent pas ici (voir Camus 2002b). Or, rien ne permet d'exclure que, par-delà les contenus idéologiques particuliers du libéralisme (dont la détermination historique n'est quant à elle pas problématique), le mode de détermination du comportement que cette lecture béhavioriste met en évidence soit lui-même le produit de certaines conditions dont la nécessité n'est pas interrogée. Plus précisément, par-delà les significations que nous attribuons aux comportements, c'est l'indépendance entre significations, attribuées donc *a posteriori*, et détermination du comportement, qui pourrait être socio-historiquement déterminée.

En somme, la psychologie sociale expérimentale n'a jamais parlé que de l'homme d'aujourd'hui. Et aucune rationalité ne contraint de céder à la tentation scientiste de voir s'y dessiner, comme en miroir de l'individu libéral et de sa "nature psychologique", un certain modèle de la nature humaine reléguant conscience morale, raison, libre-arbitre, au rang des mythes d'une métaphysique définitivement révolue. La psychologie politique quant à elle ne peut ignorer le rapport de l'homme à l'histoire en construction – l'histoire possible.

4.2. Une science du sujet historique ?

Le positionnement épistémologique de la psychologie politique ne saurait donc être si clair que celui des sciences humaines objectivistes. Entre connaissance scientifique et connaissance idéologique, quel statut convient-il de conférer à ces formes de connaissance qui, inscrites dans un rapport au monde de construction du sens, n'en relèvent pas pour autant de l'idéologie ? La philosophie par exemple, n'a pour fonction ni de dire ce qui est, ni de le justifier [11]; ou encore l'esthétique, qui à l'occasion émerge de la réflexion politique même, comme chez Marcuse, ou plus récemment Onfray (1997). Le sens ici, produit d'une activité réflexive, ne se prend pas pour de la détermination, ni le conjoncturel pour de la nécessité, car c'est bien au contraire l'univers des possibles qui est interrogé. Mais, comme le souligne Dumont (*op.cit.*), les "sciences naturelles de l'homme" ont éliminé le sujet. Et ces formes de connaissance que nous venons d'évoquer le posent au contraire comme condition même de leur existence. Elles ne sauraient en tout cas être évincées d'une science de l'homme telle que la concevait, par exemple, Castoriadis : une science de la création humaine.

Or, une psychologie politique de l'idéologie peut-elle se dispenser de conceptualiser le sujet de l'histoire ? D'ailleurs, cela n'implique en rien de le poser comme donnée *a priori* (ce qui nécessiterait d'oblitérer quelques décennies de recherches en psychologie sociale

[11] même si elle a pu conjoncturellement générer des "chiens de garde" de l'ordre social (Nizan, *op.cit.*).

expérimentale) ; mais bien plutôt d'en étudier les conditions d'émergence. En tout état de cause, ce n'est pas parce que l'individu autonome, dont les conduites sont déterminées par des caractéristiques internes, constitue la charpente de l'EIL, que toute tentative de penser le sujet, déterminé par des principes internes, doit se lire comme inscrite dans l'EIL. Et plus largement, si les dispositions internes se manifestent empiriquement comme des constructions *a posteriori* dont la fonction est de perpétuer la soumission *via* la légitimation de l'exercice du pouvoir, il n'y a là aucune nécessité ontologique. Et l'individu libéral, qui ne peut se penser lui-même, construire le sentiment de son identité, que *via* la différenciation soi-autrui et en prenant appui sur la personnologie, ne saurait sérieusement être confondu avec le sujet comme personne morale, celui-là même qui finalement, est absent tout autant de la psychologie sociale objectiviste que de l'EIL. Les principes internes qui le déterminent relèvent de valeurs éthiques et de convictions idéologiques non confondues avec des savoirs naturalistes. D'ailleurs cette forme d'auto-détermination n'est jamais évoquée dans littérature psycho-sociale relative à l'internalité[12]. Comme si la personne morale était somme toute impensable tant dans l'EIL que dans la psychologie sociale qui la prend pour objet. Définie par la conscience de ses actions[13] et établissant le citoyen libre et responsable, on la rencontre en revanche dans la pensée des Lumières, aux sources, précisément, du libéralisme politique… Chez John Locke par exemple (1690), l'"individu" est tel parce que gouverné par la "loi naturelle" – en somme : la raison -, et c'est de ce postulat que découle l'idée que l'homme est naturellement sociable. On conviendra qu'il faudrait bien des contorsions intellectuelles pour reconnaître ici l'individu de l'EIL – ne serait-ce que par l'absence totale de rapport, dans l'EIL, entre "nature psychologique", et morale ou raison.

Plus globalement, l'individu des origines du libéralisme politique émerge dans un contexte idéologique universaliste (les Lumières de la Raison), tandis que c'est bien plutôt le relativisme qui caractérise l'EIL, excluant toute forme de transcendance. Aucune figure de "Grand Autre" (*Cf.* Lacan) n'y peut trouver place. On assiste alors au "déclin paradoxal du sujet dans les formes d'un individualisme extrême" (Enriquez & Haroche *op.cit.*:8), à l'avènement d'un "sujet précaire, a-critique et psychotisant (…), ouvert à toutes les fluctuations identitaires et, par voie de conséquence, prêts à tous les branchements marchands" (Dufour 2003:24sq.). Car la construction du sujet suppose un assujettissement initial. C'est en quoi l'EIL et les sciences objectivistes de l'homme se rencontrent : l'autonomie telle que conçue par l'individu libéral (voir Camus 2002b) exclut tout autant le sujet que

[12] et pas davantage dans celle relative à sa reformulation critique en termes d'allégeance (*Cf.* Gangloff 2002).
[13] source de l'identité, c'est-à-dire de la mêmeté de soi à soi. *Cf.* Locke 1694, II-XXVIII.

l'autodétermination illusoire, issue de la rationalisation des conduites de soumission. Le processus de désymbolisation qui, d'après Dufour, caractérise la post-modernité, s'est d'ailleurs trouvé relayé, à partir des années 60, par les sciences humaines et sociales. Ainsi, la critique que l'auteur adresse à la sociologie bourdieusienne (entre autres) vaut tout autant pour la psychologie sociale de la reproduction idéologique : la confusion entre deux formes de domination : la domination sociopolitique (contingente), et la domination ontologique (nécessaire, "quête de sens"), cette confusion est à l'origine de la contestation indistincte de toute forme d'autorité ; ainsi le pouvoir émanant de l'autorité morale du père ou du professeur n'est pas différencié de celui dont les fondements ne sont qu'institutionnels. Or se débarrasser du Père (ou de toute figure du Grand Autre) avant de s'en être servi produit une position psychotique. Car pour Dufour, la domination ontologique est au fondement du sujet, de la culture, de la symbolisation. Et "ce que vise le nouveau capitalisme aujourd'hui, c'est ce noyau premier d'humanité : la dépendance symbolique de l'homme" (p.236). C'est précisément cette confusion entre les deux dominations qui a rendu possible la destruction de la "vertu subversive" de la culture, l'impuissance de la "culture critique", comme le dénonce Onfray (*op.cit.*:257sq.) pour qui "la déconsidération de la culture signale le triomphe du principe libéral".

La culture, le sens, le sujet, l'histoire, ces figures que la post-modernité, tant dans sa face idéologique que dans sa face scientifique, travaille à vider de toute consistance ontologique, interrogent en revanche la psychologie politique.

Conclusion

Le projet de la psychologie politique, *a fortiori* dans le présent contexte – celui d'une société mondialisée engagée dans un processus pathologique (*Cf.* Enriquez & Haroche, *op.cit.*) -, est une entreprise tout à la fois scientifique, philosophique, et idéologique. La connaissance fondamentale des déterminismes des phénomènes humains peut y être utilisée pour surmonter "l'indétermination de l'histoire", pour reprendre les termes de Dumont caractérisant l'idéologie (*op.cit.*:53). Mais il ne s'agit pas d'exploiter les mécanismes de la reproduction idéologique en vue d'applications socialement bénéfiques, comme le proposent Joule & Beauvois (1998) – car dans le cadre objectiviste, le seul ancrage dans l'action qui soit concevable est technique, et suppose une inscription dans l'idéologie dominante. Il s'agirait plutôt de penser les outils d'appropriation de l'histoire, c'est-à-dire les conditions de la mise en échec des mécanismes de la reproduction, conditions qui sont aussi celles de la production idéologique. Car maintenant nous savons que la barbarie, le totalitarisme, la possibilité de ce "là-bas où le destin de notre

siècle saigne" (Aragon)[14], tiennent pour partie, du moins dans le présent contexte socio-historique, de la nécessité.

Bibliographie

Ansart P. (1977). *Idéologies, conflits et pouvoir.* Paris : PUF.

Beauvois J.-L. (1976). Problématique des conduites sociales d'évaluation. *Connexions, 19.* 7-30.

Beauvois J.-L. (1984). *La psychologie quotidienne.* Paris : PUF.

Beauvois J.-L. (1994). *Traité de la servitude libérale. Analyse de la soumission.* Paris : Dunod.

Beauvois J.-L. (1995). La connaissance des utilités sociales. *Psychologie Française*, 40-4, 375-387.

Beauvois J.-L., Joule R.-V. (1981). *Soumission et Idéologies (psychosociologie de la rationalisation)*. Paris : PUF.

Bourdieu P. (1979). *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris : Minuit.

Bourdieu P., Passeron J.-C. (1970). *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris : Minuit.

Camus O. (2002a). Science psycho-sociale et engagement idéologique. *Cahiers de Psychologie Politique, n°2.* Rubrique 4, sous-rubrique 3, 21p.

Camus O. (2002b). La norme d'internalité, un concept de psychologie sociale libérale ? *Cahiers de Psychologie Politique, n°1*. Rubrique 4, sous-rubrique 2, 9p.

Camus O. (2003a). L'épistémo-idéologie libérale. Communication au Colloque international bi-disciplinaire *Normes sociales et processus cognitif*. Université de Poitiers, Juin 2003 (texte soumis).

Camus O. (2003b). De la reproduction idéologique à l'autonomie (une perspective pragmatique). Dans L. Baugnet (ed.), *Constructions identitaires et dynamiques politiques.* Bruxelles : Presses Inter-Universitaires, Peter Lang. 219-236.

De La Haye A.-M. (2003). La norme sociale d'inhibition des stéréotypes : champ d'application et justification rationnelle. Colloque international bi-disciplinaire *Normes sociales et processus cognitif*. Université de Poitiers, Juin 2003.

Deconchy J.-P. (1989). *Psychologie sociale. Croyances et idéologies.* Paris : Méridiens Klincksieck.

Deconchy J.-P. (1999). Psychologie sociale des processus idéologiques. Dans W. Doise, N. Dubois, J.-L. Beauvois (eds). *La construction sociale de la personne*. Grenoble : PUG. 113-128.

Deconchy J.-P. (2000). Les processus idéologiques. Dans N. Roussiau (Ed.), *Psychologie sociale.* Paris : In Press Editions. 113-120.

Dubois N. (1987). *La psychologie du contrôle*. Grenoble : PUG.

Dubois N. (1994). *La norme d'internalité et le libéralisme*. Grenoble : PUG.

Dufour D.-R. (2003). *L'Art de réduire les têtes. Sur la nouvelle servitude de l'homme libéré à l'ère du capitalisme total.* Paris : Denoël.

Dumont F. (1974). *Les idéologies.* Paris : PUF.

Enriquez E., Haroche C. (2002). *La face obscure des démocraties modernes.* Ramonville-Saint-Agne : éditions érès.

Festinger L. (1957). *A theory of cognitive dissonance*. Evanston : Row, Peterson.

Gangloff B. (2000) *Profession recruteur, profession imposteur*. Paris : L'Harmattan.

Gangloff B. (2002). L'internalité et l'allégeance considérées comme des normes sociales : une revue. *Cahiers de Psychologie Politique, n°2.* Rubrique 2, sous-rubrique 2.

[14] 1963, *Les poètes. Complainte de Robert le Diable*.

Gauchet M. (2000, ed. 2002). Le tournant de 1995 ou les voies secrètes de la société libérale. Dans *La démocratie contre elle-même*. Paris : Gallimard. 296-325.

Guéguen N. (2002). *Psychologie de la manipulation et de la soumission.* Paris : Dunod.

Joule R.-V., Beauvois J.-L. (1998) *La soumission librement consentie. (Comment amener les gens à faire librement ce qu'ils doivent faire)*. Paris : PUF

Kiesler C.-A. (1971). *The psychology of commitment. Experiments linking behavior to belief*. New York : Academic Press.

Locke (1690, ed. 1984). *Traité du gouvernement civil.* Paris : Flammarion.

Locke J. (1694, ed. 1998). *Identité et différence.* Paris : Seuil.

Marcuse H. (1964, ed. 1968). *L'homme unidimensionnel*. Paris : Minuit.

Marcuse H. (1972, ed. 1973). *Contre-révolution et révolte.* Paris : Seuil.

Milgram S. (1974). Soumission à l'autorité. Paris : Calmann-Lévy.

Nizan P. (1932, ed. 1976). *Les chiens de garde.* Paris : François Maspéro éditeur.

Onfray M. (1997). *Politique du rebelle. Traité de résistance et d'insoumission.* Paris : Grasset.

Piéron H. (1908 ; ed. 1958). L'évolution du psychisme. *Bulletin de Psychologie, 144.* 369-371.

Pinçon M., Pinçon-Charlot M. (1996). *Grandes fortunes. Dynasties familiales et formes de richesse en France.* Paris : Payot.

Yzerbit V., Schadron G. (1996). *Connaître et juger autrui : une introduction à la cognition sociale.* Grenoble : PUG.